



Communiqué de presse SNICS-FSU

Une nouvelle fois dans la rue pour rester à l'Ecole demain !

Mois après mois, le malaise des infirmier.es s'aggrave en lien avec une surcharge de travail et l'effacement du sens profond de leur engagement en faveur des élèves et des étudiant.es.

Ce jour, plus de 1200 infirmier.es, dont 600 à Paris venu.es de toutes les académies, sont déterminé.es à agir pour rester au service des élèves et contrer la politique actuelle de saupoudrage qui n'est à la hauteur ni des enjeux ni des besoins.

Les infirmier.es de l'Education nationale sont inquiet.es.

La crise sanitaire est loin d'être terminée. Alors qu'elles-ils réalisaient 18 millions de consultations avant cette crise, à moyens constants elles-ils se retrouvent maintenant dans l'incapacité de répondre aux besoins des élèves. Face au mal être grandissant des jeunes et au creusement des inégalités d'accès à la réussite scolaire, les infirmier.es doivent être conforté.es dans leur mission d'accueil et d'écoute.

Des créations massives de postes infirmiers sont impératives pour maintenir l'Ecole ouverte, écouter les élèves et étudiant.es tout en assurant notre mission de référent.es de santé de la communauté éducative.

Les infirmier.es de l'Education nationale sont menacé.es d'externalisation.

Alors que les gouvernements successifs n'ont eu de cesse de développer la dimension éducative de la santé à l'Ecole, par la loi 4D, ce gouvernement projette de ressusciter un service médical de santé scolaire pourtant mis en extinction en 1982, car reconnu « obsolète, inefficace et inadapté à l'école et à l'état sanitaire des jeunes ».

Le SNICS FSU refuse la décentralisation des infirmier.es de l'Education nationale. La politique éducative, sociale et de santé doit être portée par l'ensemble de la communauté éducative et rester sous la responsabilité et la gouvernance du Ministre de l'Education nationale.

Le SNICS FSU refuse la création d'un service d'expert.es en santé, agissant depuis la périphérie de l'Ecole, les infirmier.es de l'Education nationale doivent être au plus près des élèves.

Les infirmier.es de l'Education nationale sont méprisé.es.

Ecarté.es du Ségur de la santé, les infirmier.es de l'Education nationale ont un salaire mensuel inférieur de 1000 euros à celui des autres agent.es de catégorie A. Et on leur en demande toujours plus...

Les infirmier.es de l'Education nationale sont en colère.

Elles-ils poursuivront leurs actions jusqu'à l'abandon du projet de décentralisation.

Elles-ils obtiendront le renforcement et la reconnaissance de leurs missions spécifiques au service de la jeunesse.

Paris, le 26 janvier 2021.

Contacts presse :

Saphia Guerreschi- secrétaire générale -06 87 89 13 34

Carole Pourvendier- secrétaire générale-06 79 78 89 85